



Frère René Stockman

Spécialiste en soins psychiatriques et supérieur général de la congrégation des frères de la Charité

■ Je crains que l'euthanasie pour souffrances psychologiques sans perspective devienne une forme alternative de thérapie.

fants et des jeunes souffrant de troubles psychologiques, des familles brisées, des personnes seules, des adultes souffrant de graves problèmes psychologiques, plutôt que de faciliter le suicide sous forme d'euthanasie ?

Espérons d'ailleurs qu'à long terme aucune considération économique ou de coûts n'intervienne dans le débat autour de l'euthanasie. Cela signifierait la fin d'une société humaine.

Notons également que, dans le cas d'une souffrance somatique, l'irréversibilité d'un trouble peut être objectivement établie par différents diagnostics. Il n'en est pas de même dans le cas d'une souffrance psychologique. Par définition en effet, la souffrance psychologique est souvent perçue par le patient comme étant sans perspective. Presque tous les patients psychiatriques graves pensent que leur situation est "insupportable" et "sans perspective". Les soignants et le notent également: le "maintenant" peut sembler interminable pour une personne dans le besoin, mais cela ne signifie pas qu'il l'est "pour toujours". Lors de graves souffrances psychologiques, des évolutions positives, imprévisibles, peuvent soudainement se produire. En fonction de cela, on doit honnêtement conclure que les modèles de diagnostic existants ne contiennent pas de critères concluants qui permettraient d'évaluer objectivement la nécessité d'une euthanasie lors de souffrance psychologique.

Au contraire donc, c'est alors que le patient ne voit plus de perspectives à sa souffrance psychiatrique que les psychiatres et les thérapeutes doivent essayer de provoquer un changement. De plus, de nombreux psychiatres – et pas seulement dans les milieux catholiques – indiquent que le traitement de patients suicidaires devient pratiquement impossible dès que la porte vers une aide au suicide s'entrouvre.

Dans ce cadre, c'est l'importance de la fraternité humaine qui devrait être davantage soulignée. Selon Nietzsche, "celui qui a une raison de vivre peut supporter presque toutes les circonstances". Créer et restaurer la fraternité et donner à quelqu'un le sentiment sincère

que, malgré une maladie mentale grave, nous tenons toujours à lui peut faire des merveilles.

L'exemple de l'Oregon

Osons-nous nous remettre en question en tant que soignants, et remettre en question la qualité de nos actions si nous proposons et/ou pratiquons l'euthanasie comme "traitement" ultime? L'assistance que nous proposons n'est-elle pas insuffisante si elle ne parvient pas à combattre et à atténuer les conséquences de la maladie, à savoir le désespoir? Et quel service est offert aux patients lorsque les soignants commencent à leur suggérer que l'euthanasie est une voie d'évasion possible? Il s'agit d'une offre qui crée la demande et exclut ou masque d'autres perspectives. Ainsi, à cause de cela, le nombre de suicides a augmenté dans l'État américain de l'Oregon.

L'histoire des soins psychiatriques a toujours été celle de la recherche créative de solutions qui permettent de libérer les gens de situations désespérées. Les pionniers ont cherché à donner des perspectives aux personnes, et tous les traitements qui ont été examinés étaient des tentatives, parfois avec un succès modéré, d'améliorer la situation de vie de ces personnes. Cette évolution est magnifiquement illustrée dans notre Musée D^r Guislain à Gand. Allons-nous maintenant briser cette tendance en installant et en formalisant l'euthanasie pour souffrances psychologiques sans perspective?

Pour de nombreux médecins et soignants en psychiatrie, le procès d'euthanasie aurait causé, outre une incertitude quant aux conséquences juridiques, des problèmes de conscience. Espérons que les soignants écoutent plus attentivement leur conscience et ne se laissent pas emporter par ce qu'une soi-disant majorité pense, une majorité qui réagit uniquement sur la base d'émotions et considère l'euthanasie comme une œuvre de miséricorde. La majorité ne décide pas de la vie ou de la mort. L'histoire devrait aussi nous l'apprendre.

OPINION

Économie européenne : choisir de nouvelles règles ou la barbarie

■ Nos institutions européennes entendent refonder notre édifice de règles monétaires, financières et budgétaires pour pouvoir relever les défis de demain.



André Peters

Sociologue de la monnaie, certifié en finances publiques, cadre dans le secteur financier et auteur ⁽¹⁾

Ces dernières semaines, les informations ont souligné combien les temps changent. Ce n'est pas là une affirmation climatique ou virologique inspirée par notre trop doux hiver ou par la rapide évolution de l'épidémie de coronavirus, mais bien par trois annonces politiques d'importance capitale qui pourraient s'avérer fondamentales pour les trente prochaines années de l'Union européenne. Il s'agit respectivement :

1) Du projet de "Pacte vert pour l'Europe" (le *Green Deal*) proposé récemment par Ursula von der Leyen, présidente et première femme à la tête de la Commission européenne. Un projet qui, pour atteindre un objectif zéro carbone en 2050, l'instauration d'une économie circulaire et la régénération de la biodiversité, prévoit une vaste panoplie de moyens normatifs, fiscaux, budgétaires.

2) De la revue stratégique de la politique monétaire menée actuellement sous la houlette de la première gouverneuse de la BCE, M^{me} Lagarde. La BCE désire obtenir un nouveau mandat de politique monétaire pour la fin de l'année 2020, un mandat qui devrait tenir compte de la dimension climatique.

3) Du réexamen de la gouvernance économique de l'UE que la Commission a lancée début février. Il s'agit ici de revoir les règles qui gouvernent les cadres budgétaires nationaux, la procédure de déficit excessif, la maîtrise de la dette publique, notamment à l'égard des gigantesques investissements indispensables à la réussite de la transition écologique que l'UE veut "juste et solidaire".

Nos institutions européennes entendent donc "tout simplement" refonder totalement notre édifice de règles monétaires, financières et budgétaires pour pouvoir relever, avec les autorités publiques nationales, les défis climatiques et sociaux qui se présentent à nous.

C'est une magnifique ambition pour des enjeux fondamentaux de notre démocratie, sur lesquels, d'ailleurs, de multiples consultations publiques s'ouvriront dans les prochaines semaines. Puissent les instances européennes et nationales transformer cette tentative essentielle en une réussite refondatrice de la confiance des citoyens dans l'Union. Bien sûr, les débats seront tendus entre les orthodoxes et les hétérodoxes des politiques budgétaires, monétaires et financières. Pourtant, aujourd'hui, vu l'ampleur des défis, l'heure n'est plus à la frilosité ou au conservatisme mais à l'intelligence partagée et à la recherche d'un nouveau consensus. Tout le monde doit être à bord ou le bateau coulera. La révolte des "gilets jaunes" en France n'en est qu'un signe précurseur.

Rater cet objectif démocratique serait probablement sonner le glas de l'Union européenne, des politiques climatiques et de la cohésion sociale à l'européenne. N'oublions pas que la barbarie est à nos portes.

➔ ⁽¹⁾: Auteur de *De la dictature financière à la démocratie monétaire* et auteur d'articles publiés par Etopia.be, Politique.be, Lemonde.fr, Financité, *La Libre*, *Le Soir*, *Démocratie*, *L'Avenir*